

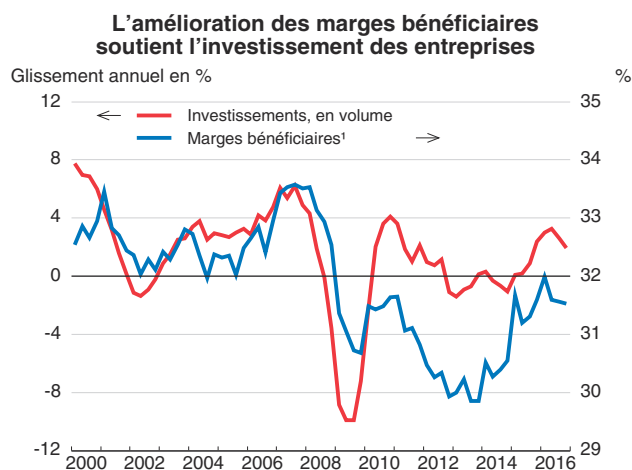
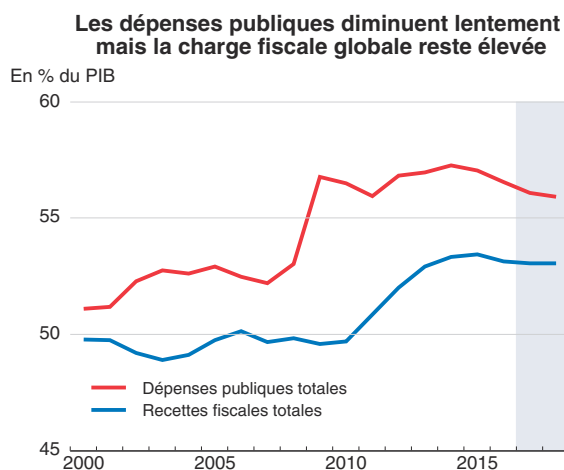
## FRANCE

La croissance économique devrait continuer à se raffermir et atteindre environ 1½ pour cent en 2018, portée par l'investissement et la consommation. La consolidation de la demande intérieure sera favorisée par l'amélioration de la confiance, la réduction des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur les sociétés et le maintien de conditions de financement favorables. Le marché du travail va se redresser progressivement. L'inflation restera faible, dans la mesure où les tensions sur les capacités de production sont limitées. Le déficit des paiements courants devrait légèrement augmenter du fait que le dynamisme de la demande intérieure aura un effet stimulant sur les importations.

La diminution constante du coût du service de la dette et une certaine modération des dépenses publiques ramèneront le déficit budgétaire juste en deçà de 3 % du PIB en 2018, mais une stratégie de long terme est nécessaire pour comprimer les dépenses publiques et continuer d'alléger la lourde charge fiscale qui pèse sur l'emploi et l'investissement. Avancer sur la voie des réductions d'impôt permettrait de dynamiser opportunément la demande. Par ailleurs, le système fiscal est trop complexe et doit être simplifié. En outre, il conviendrait de renoncer à des dépenses publiques non prioritaires et inefficaces pour privilégier les dépenses consacrées aux infrastructures et à l'éducation ainsi que les dépenses sociales ciblant les pauvres. L'unification des nombreux régimes de retraite existants serait un moyen d'en réduire les coûts d'administration. Une telle stratégie, associée à d'autres réformes visant à intensifier la concurrence dans les services, donnerait aux entreprises françaises les moyens d'être plus productives, ce qui favoriserait une amélioration des revenus réels et des perspectives d'emploi.

Trop de travailleurs ne disposent pas des compétences de base et des compétences numériques nécessaires pour tirer parti de la mondialisation. Les efforts doivent être amplifiés pour recruter des enseignants satisfaisant des exigences d'excellence et améliorer les conditions d'enseignement dans les établissements défavorisés, instaurer

## France



1. Marges bénéficiaires des sociétés non financières, mesurées en pourcentage de leur valeur ajoutée brute.

Sources : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et INSEE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933503092>

France : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentage de variation

	2014	2015	2016	2017	2018
Emploi	0.1	0.1	0.6	0.5	0.7
Taux de chômage <sup>1</sup>	10.3	10.4	10.0	9.7	9.6
Rémunération par salarié <sup>2</sup>	1.1	1.1	1.2	1.7	1.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.7	0.1	0.9	1.1	1.0
Revenu disponible des ménages	0.8	1.5	1.8	2.2	2.5
Déflateur du PIB	0.5	0.6	0.8	0.9	1.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	0.6	0.1	0.3	1.3	1.2
IPCH sous-jacent <sup>3</sup>	1.0	0.6	0.6	0.6	1.2
Déflateur de la consommation privée	0.1	-0.2	0.1	1.1	1.1
<i>Pour mémoire</i>					
Taux de chômage <sup>4</sup>	9.9	10.1	9.8	9.5	9.4


1. En pourcentage de la population active, incluant les départements outremer.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

4. En pourcentage de la population active, taux national, France métropolitaine.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505353>

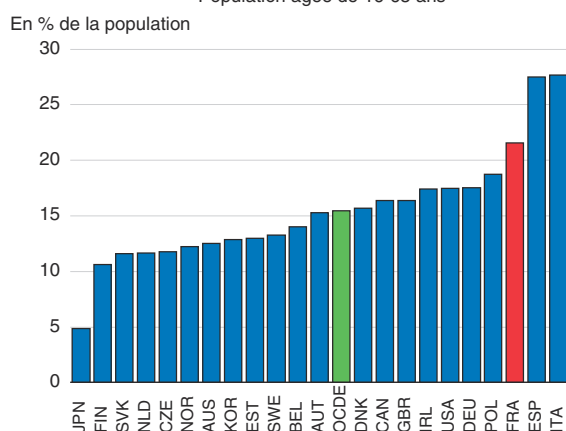
**des formations en apprentissage dans l'enseignement secondaire et améliorer l'accès à des formations de qualité en simplifiant le système, en informant mieux sur la qualité et en offrant des services d'orientation efficaces.**

**Une croissance modérée s'est installée**

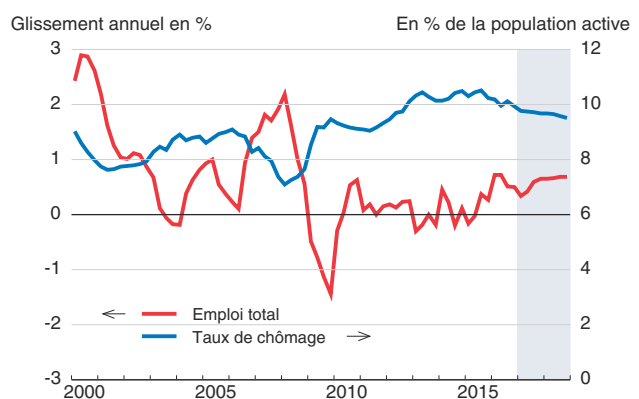
Les réductions d'impôts et le bas niveau des prix de l'énergie ont tiré vers le haut les salaires réels, pour le plus grand bien de la consommation, et aidé les entreprises à

**France**

**Un grand nombre de travailleurs ne possèdent que de faibles compétences élémentaires<sup>1</sup>**  
Population âgée de 16-65 ans




**Le marché du travail ne se rétablit que progressivement**



1. Adultes ayant obtenu un score inférieur au niveau 2 de l'échelle de compétences en littératie du PIAAC.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101 ; et OCDE (2013), base de données des Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933503111>

France : **Indicateurs financiers**

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'épargne nette des ménages <sup>1</sup>	14.1	14.1	14.1	14.1	14.1
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-3.9	-3.6	-3.4	-3.0	-2.8
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	120.2	121.1	123.5	124.9	125.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	95.2	96.2	96.6	98.0	98.8
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-1.1	-0.2	-0.9	-1.2	-1.3
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	1.7	0.8	0.5	0.9	1.2

1. En pourcentage du revenu disponible (épargne brute).

2. En pourcentage du PIB.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505372>

restaurer leurs marges bénéficiaires, ce qui les a encouragées à investir, d'autant plus qu'elles bénéficiaient d'un dispositif fiscal de suramortissement, lequel a pris fin en avril 2017. L'investissement en logements semble avoir passé le creux de la vague. La consommation des administrations publiques a continué de croître à un rythme modéré, mais les collectivités locales ont fortement réduit leurs investissements en réaction à la baisse des transferts de l'État. Cet effet est en train de se stabiliser. Les pouvoirs publics se sont beaucoup appuyés sur l'emploi aidé dans le secteur non marchand au cours des


France : **Demande et production**

	2015	2016	2017	2018	Quatrième trimestre		
					2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR				Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	2 181.1	1.1	1.3	1.5	1.2	1.4	1.5
Consommation privée	1 201.6	1.8	1.2	1.4	2.0	1.2	1.4
Consommation publique	521.8	1.4	1.2	1.1	1.3	1.2	1.1
Formation brute de capital fixe	469.1	2.7	2.3	2.8	2.0	2.7	3.1
Secteur public	75.3	-0.7	-0.8	2.0	-2.4	0.9	2.0
Secteur privé : résidentiel	112.2	2.1	3.5	3.6	2.7	3.6	3.6
Secteur privé : autres	281.7	3.9	2.6	2.7	2.8	2.7	3.1
Demande intérieure finale	2 192.5	1.9	1.5	1.6	1.9	1.5	1.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	18.8	-0.1	0.4	0.0			
Demande intérieure totale	2 211.3	1.8	1.9	1.6	1.3	1.9	1.7
Exportations de biens et services	654.8	1.2	2.5	3.9	2.0	2.5	3.9
Importations de biens et services	685.0	3.5	4.4	4.2	2.4	4.3	4.5
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 30.2	-0.7	-0.7	-0.2			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505391>

dernières années, mais depuis 2015, l'emploi dans le secteur marchand augmente lui aussi plus résolument, grâce notamment aux aides à l'embauche et aux allègements des cotisations de sécurité sociale. Le taux de chômage n'est passé que très récemment sous la barre des 10 %, et le taux de chômage de longue durée reste obstinément élevé. La situation est particulièrement difficile pour les jeunes, car l'essentiel des nouvelles embauches correspond à des contrats de très courte durée.

Les exportations ont été atones en 2016, mais cela s'explique essentiellement par des facteurs temporaires, tels que des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie aéronautique, de mauvaises conditions météorologiques et une demande faible de la part des partenaires commerciaux de la France. Les exportations ont toutefois retrouvé du souffle en fin d'année. L'inflation globale a quelque peu augmenté en raison du rebond des prix de l'énergie, mais l'inflation sous-jacente reste faible en raison de tensions limitées sur les capacités de production.

### **Des réformes budgétaires et structurelles aideraient la France à tirer un meilleur parti de la mondialisation**

La baisse des taux d'intérêt, la forte diminution de l'investissement des collectivités locales et une certaine modération des dépenses publiques dans d'autres secteurs ont contribué à ramener le déficit budgétaire à 3.4 % du PIB en 2016. Bien que les réductions d'impôts en cours amputent les recettes publiques et que le gouvernement ait budgétisé des dépenses supplémentaires consacrées à l'emploi, l'éducation et la sécurité pour 2017, la modération des dépenses dans d'autres domaines et la reprise pourraient permettre de réduire encore le déficit et de le ramener aux alentours de 3 % du PIB en 2018. Cette éventualité dépend néanmoins fortement des priorités qui seront définies par le nouveau gouvernement. La poursuite de la rationalisation des collectivités locales, l'augmentation de l'âge effectif de la retraite et un meilleur ciblage des dépenses d'infrastructure et d'éducation sur les quartiers et les élèves pauvres permettraient de réaliser des gains d'efficacité et rendraient la croissance plus inclusive. Le secteur financier est en bonne santé et le niveau des créances douteuses et litigieuses est faible, l'endettement des ménages demeurant raisonnable. Rien n'empêche donc de soutenir l'investissement des entreprises et des ménages en leur octroyant des prêts.

En raison de la faible croissance de la productivité et du niveau élevé du chômage, les fruits de la mondialisation n'ont pas été partagés de façon équitable. L'abaissement récent des cotisations de sécurité sociale sur les bas salaires a entraîné une diminution des coûts de main-d'œuvre, mais l'insuffisance de leurs compétences obère les possibilités d'emploi de nombreux adultes. Il est nécessaire d'intensifier les politiques actives du marché du travail et d'améliorer l'accès à des formations de qualité pour les travailleurs peu qualifiés, en simplifiant le système, en informant mieux sur la qualité et en offrant des services d'orientation efficaces. La réforme récente de l'école a jeté les bases d'un renforcement de la formation pédagogique des enseignants. Il conviendrait également de mettre en place des systèmes de rémunération et d'évolution de carrière donnant aux établissements difficiles les moyens d'attirer des enseignants de qualité. Le poids et la complexité de la fiscalité freinent la création d'entreprises et le développement des entreprises. Il conviendrait donc d'alléger et de simplifier la fiscalité, en élargissant des bases d'imposition trop étroites. La poursuite de l'autonomisation des universités et l'augmentation de la part des financements sur projet dans la recherche-développement (R-D) publique permettraient aux établissements universitaires de créer des programmes

d'enseignement et de recherche innovants, tout en favorisant la collaboration entre les entreprises et la communauté scientifique en matière de recherche.

### **La croissance devrait s'accélérer**

Compte tenu du redressement de la croissance du PIB, qui devrait s'établir à 1 ½ pour cent en 2018, la situation de l'emploi devrait s'améliorer peu à peu et le taux de chômage poursuivre son repli, quoique de manière progressive. La solidité des carnets de commandes et la confiance des entreprises qui ne se dément pas continueront, selon les prévisions, de stimuler l'investissement non résidentiel, même si son rythme sera plus modéré en raison de la récente extinction du dispositif de suramortissement. L'investissement résidentiel poursuivra sa trajectoire ascendante, porté par la hausse récente du nombre de permis de construire délivrés et la persistance de la confiance des ménages. L'investissement public augmentera modérément, conformément aux engagements budgétaires.

On prévoit que les exportations bénéficieront du raffermissement de la demande mondiale et de la reprise graduelle du tourisme après la survenue de plusieurs actes de terrorisme. Le déficit des paiements courants devrait néanmoins se creuser légèrement pour atteindre 1.3 % du PIB en 2018, le renforcement de la demande intérieure ayant un effet stimulant sur les importations. Les tensions sur les capacités de production étant limitées, la hausse des prix à la consommation ne devrait guère s'accélérer.

Les perspectives pour les exportations françaises dépendent de la demande de ses partenaires commerciaux, dans un contexte où les effets de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») demeurent très incertains, tout comme la situation économique des grandes économies de marché émergentes, notamment de la Chine. Les effets à moyen terme sur la confiance des entreprises de la baisse de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales pourraient être plus prononcés que prévu, ce qui dynamiserait l'investissement, la croissance de l'emploi et la consommation. Cependant, les entreprises préféreront peut-être donner la priorité à la réduction de leur endettement, ce qui risque d'amoindrir l'effet induit sur l'investissement privé. Les ménages ayant profité des précédentes baisses des prix de l'énergie pour épargner un peu plus, il est possible qu'ils puisent dans cette réserve pour accroître leur consommation dans des proportions plus importantes que prévu.